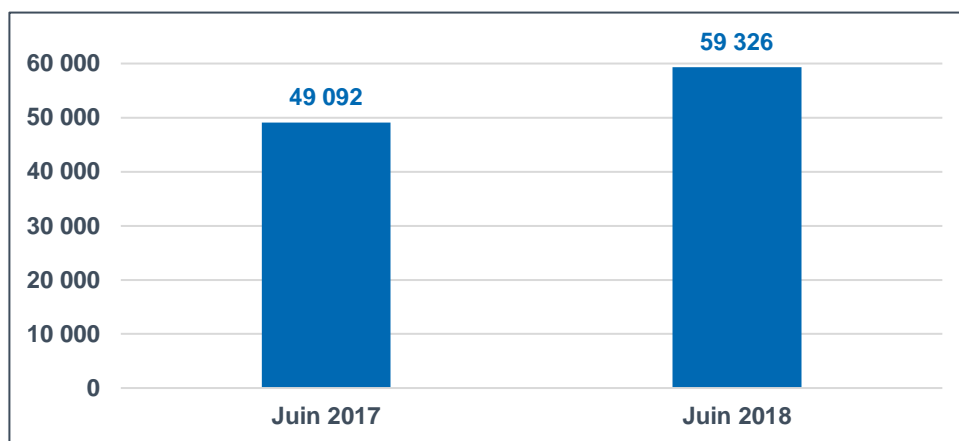


Création d'entreprises

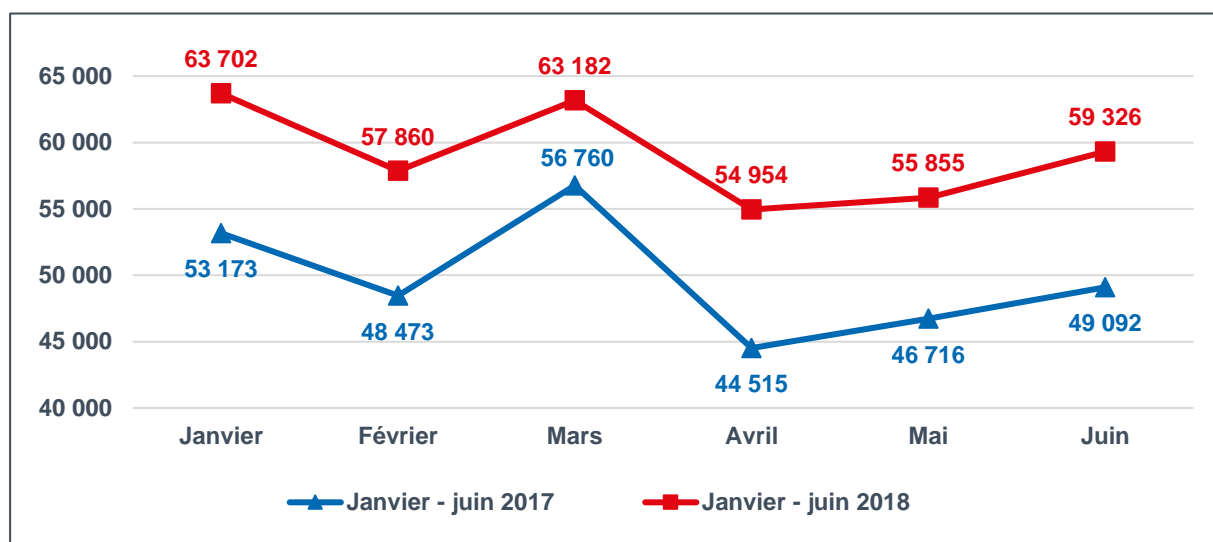
Chiffres de juin 2018

- Durant le mois de juin 2018, **59 326** nouvelles entreprises ont vu le jour en France, soit une augmentation de **21 %** au regard de juin 2017.

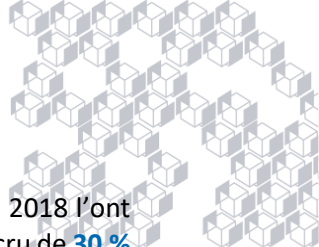


Nombre de créations d'entreprises en juin 2017 et juin 2018

- La croissance du nombre de nouvelles entreprises enregistrée durant le mois de juin 2018 au regard de juin 2017 prolonge la tendance des premiers mois de 2018 très favorable pour la création d'entreprises (+ 19 % entre le premier semestre 2017 et le premier semestre 2018). Depuis le second semestre 2017, la création d'entreprises connaît une augmentation (+ 12 % entre le second semestre 2016 et le second semestre 2017), le premier semestre 2018 poursuit donc cette tendance en l'accroissant.



Nombre de créations d'entreprises durant les périodes janvier - juin 2017 et janvier - juin 2018

- 
- **43 %** des créations d'entreprises enregistrées durant les six premiers mois de l'année 2018 l'ont été sous le régime des micro-entrepreneurs, soit **152 598** unités. Leur nombre s'est accru de **30 %** au regard des six mois équivalents de 2017. Cette conséquente hausse combinée à une augmentation moins importante du nombre de nouvelles entreprises ne bénéficiant pas de ce régime (+ 11 %), a contribué à augmenter la part de micro-entrepreneurs parmi l'ensemble des créations : ils ne représentaient que 39 % des nouvelles entreprises recensées durant le premier semestre 2017.
 - L'augmentation du nombre de créations d'entreprises observée sur la période allant de janvier à juin 2018 (au regard de la période allant de janvier à juin 2017) résulte uniquement de la hausse des créations d'**entreprises individuelles** (+ 29 %) qu'elles soient sous le régime des micro-entrepreneurs (30 %) ou au régime général (+ 27 %). En effet, les formes sociétales unipersonnelles (SASU et EURL), aussi bien que pluripersonnelles (SARL, SAS...) enregistrent une stabilisation du nombre de nouvelles unités sur cette même période (respectivement + 0,2 % et - 0,1 %).
 - De janvier à juin 2018, les activités de type services connaissent une croissance du nombre de nouvelles entreprises (+ 23 % au regard de la période janvier - juin 2017) plus importante que celle des activités de type commerce (+ 14 %) et des activités secondaires (+ 12 %). Plus généralement, tous **les secteurs d'activités** sont concernés par la hausse du nombre de nouvelles unités entre ces deux intervalles. Nous présenterons les deux catégories extrêmes de croissance :

Les secteurs ayant enregistré une croissance supérieure à 25 % :

- ▶ le courtage (+ 26 %),
- ▶ les services en direction des personnes (+ 29 %),
- ▶ les transports (+ 64 %).

Les secteurs ayant enregistré une augmentation inférieure à 7 % :

- ▶ la santé (+ 6 %),
- ▶ les activités financières (+ 4 %),
- ▶ le commerce de bouche (+ 3 %).

- Toutes **les régions** de France métropolitaine et d'outre-mer, à l'exception de Mayotte, ont connu une croissance du nombre de créations entre les périodes allant de janvier à juin 2017 et de janvier à juin 2018. D'ailleurs la plupart d'entre-elles, uniquement des régions métropolitaines connaissent une croissance comprise entre + 16 % et + 18 %. Néanmoins certaines régions s'éloignent plus ou moins de cet intervalle :

Les régions caractérisées par une croissance supérieure à 20 % :

- ▶ Ile-de-France (+ 22 %),
- ▶ Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 23 %),
- ▶ Guyane (+ 47 %).

Les régions caractérisées par une croissance inférieure à 15 % :

- ▶ Guadeloupe (+ 14 %),
- ▶ Corse (+13 %)
- ▶ La Réunion (+ 11 %),
- ▶ Martinique (+ 7 %).

- Près d'un quart des créations d'entreprise, de France métropolitaine, recensées sur la période de janvier à juin 2018 sont localisées en **zone rurale**, soit 82 237 nouvelles unités. Leur nombre a augmenté de 15 % au regard du premier semestre 2017. C'est inférieur à la hausse des créations enregistrées dans les zones urbaines densément peuplées (+ 22 %) ; les zones urbaines intermédiaires enregistrent une évolution proche de celle des zones rurales (+ 16 %).

Avec respectivement 25 901 et 2 119 nouvelles entreprises recensées de janvier à juin 2018, les communes classées en **zone de revitalisation rurale** (ZRR) et les communes de montagne bénéficiant des effets de ce dispositif s'inscrivent également dans la croissance (respectivement + 14 % et + 11 % au regard des six mois équivalents de 2017), mais dans des proportions moindres que les communes non classées en ZRR (+ 20 %).

TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à juin 2017 et de janvier à juin 2018, selon le secteur d'activités

| Secteur d'activité | Janvier – juin 2017 | Janvier – juin 2018 | Evolution |
|---|---------------------|---------------------|-----------------|
| Activités secondaires | 44 976 | 50 375 | + 12,0% |
| Industrie | 11 893 | 13 730 | + 15,4% |
| Construction | 33 083 | 36 645 | + 10,8% |
| Activités de type commerce | 89 889 | 102 662 | + 14,2% |
| Commerce de détail | 30 530 | 33 417 | + 9,5% |
| Commerce de gros | 5 312 | 5 734 | + 7,9% |
| Commerce de bouche | 1 107 | 1 140 | + 3,0% |
| Immobilier | 10 936 | 13 247 | + 21,1% |
| Hébergement et restauration | 17 228 | 18 730 | + 8,7% |
| Services en direction des personnes | 15 953 | 20 496 | + 28,5% |
| Commerce et réparation automobile | 8 823 | 9 898 | + 12,2% |
| Activités de type services | 163 864 | 201 841 | + 23,2% |
| Courtage | 6 626 | 8 343 | + 25,9% |
| Transports | 20 650 | 33 843 | + 63,9% |
| Activités scientifiques et techniques | 51 106 | 62 378 | + 22,1% |
| Activités de soutien aux entreprises | 19 148 | 22 748 | + 18,8% |
| Information et communication | 14 901 | 17 582 | + 18,0% |
| Enseignement | 12 736 | 14 954 | + 17,4% |
| Arts, spectacles et activités récréatives | 9 818 | 11 617 | + 18,3% |
| Santé | 20 704 | 21 895 | + 5,8% |
| Activités financières | 8 175 | 8 481 | + 3,7% |
| Ensemble des secteurs | 298 729 | 354 878 | + 18,8 % |



Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à juin 2017 et de janvier à juin 2018, selon la nature juridique des entreprises

| Nature juridique | Janvier – juin 2017 | Janvier – juin 2018 | Evolution |
|--|---------------------|---------------------|-----------------|
| Entreprise individuelle | 194 404 | 250 512 | + 28,9% |
| dont micro-entrepreneurs | 117 166 | 152 598 | + 30,2% |
| Sociétés | 104 325 | 104 367 | + 0,0% |
| dont sociétés unipersonnelles (SASU, EURL) | 54 005 | 54 100 | + 0,2% |
| Ensemble des secteurs | 298 729 | 354 878 | + 18,8 % |

Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à juin 2017 et de janvier à juin 2018, selon la région d'implantation de l'entreprise

| Secteur d'activité | Janvier – juin 2017 | Janvier – juin 2018 | Evolution |
|------------------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 35 504 | 41 294 | + 16,3% |
| Bourgogne-Franche-Comté | 8 283 | 9 641 | + 16,4% |
| Bretagne | 10 122 | 11 767 | + 16,3% |
| Centre-Val de Loire | 7 492 | 8 809 | + 17,6% |
| Corse | 2 195 | 2 476 | + 12,8% |
| Grand-Est | 16 369 | 19 231 | + 17,5% |
| Guadeloupe | 2 179 | 2 482 | + 13,9% |
| Guyane | 601 | 885 | + 47,3% |
| Hauts-de-France | 17 508 | 20 412 | + 16,6% |
| Ile-de-France | 87 920 | 107 066 | + 21,8% |
| Martinique | 1 596 | 1 714 | + 7,4% |
| Mayotte | 489 | 375 | - 23,3% |
| Normandie | 9 561 | 11 228 | + 17,4% |
| Nouvelle Aquitaine | 25 728 | 30 066 | + 16,9% |
| Occitanie | 28 248 | 33 173 | + 17,4% |
| Pays de la Loire | 11 845 | 13 879 | + 17,2% |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 29 889 | 36 842 | + 23,3% |
| La Réunion | 3 200 | 3 539 | + 10,6% |
| Ensemble des secteurs | 298 729 | 354 878 | + 18,8 % |

METHODOLOGIE

La création d'une entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire qu'elle doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette définition des créations exclut donc les réactivations dont la dernière cessation est survenue moins d'un an avant la nouvelle création et les reprises d'entreprises pour lesquelles il y a continuité de l'entreprise (évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée).

Les statistiques utilisées dans ce document concernent l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole, autrement dit, les activités de l'industrie, du commerce et des services.

Sont définis comme micro-entrepreneurs dans ce document, tous les entrepreneurs individuels sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social.

Pour réaliser cette note, l'AFE se sert d'informations statistiques brutes issues de la base de données Sirene de l'Insee. Ces informations sont provisoires dans la mesure où les données brutes sont susceptibles d'être modifiées par l'Insee. Les révisions apportées par cet institut seront donc répercutées sur les notes de conjoncture mensuelles réalisées par l'AFE.

Par ailleurs, l'AFE a créé un secteur d'activité intitulé « commerce de bouche ». Il comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C) et les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature NAF rév. 2 ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

L'approche des espaces ruraux est basée sur la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre classes sont ainsi définies :

- les communes denses et les communes intermédiaires qui composent les zones urbaines,
- les communes peu denses et les communes très peu denses qui définissent les zones rurales.

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont un ensemble de communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques, dont la liste est fixée par arrêté. Le classement de ces communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides d'ordre fiscal.

